<Vos Nom et Prénom> **Inspection du travail**

<Adresse> <Adresse>

<Téléphone>

Ne pas oublier de préciser le nom et l’adresse de votre entreprise.

 **A** <lieu>**, le** <date>

**Madame, Monsieur,**

**Je tiens à vous informer de ma situation dans l’entreprise** <nom de l’entreprise> **située** <adresse de votre employeur>.

**Je travaille dans cette société depuis le** <date de votre embauche> **en qualité de** <qualification>.

**De mon point de vue, l’employeur ne respecte pas la réglementation.**

**En effet**, <énumérer précisément les faits, les difficultés, les infractions patronales>.

**Je vous demande donc de me donner votre avis sur la légalité des agissements de mon employeur.**

*OU*

**Je vous demande donc de m’indiquer la marche à suivre pour faire cesser cette situation.**

*(Vous pouvez également demander directement l’intervention de l’agent de contrôle compétent géographiquement. Mais pour cela il est préférable de prendre rendez-vous avec lui).*

**En conséquence, je souhaiterais que vous interveniez dans l’entreprise afin de prendre les mesures les plus adéquates pour faire cesser ces pratiques.**

**Après votre intervention dans l’entreprise, je vous demande de me faire parvenir un compte rendu de vos constats pour ce qui concerne ma situation personnelle**.

*(Précision importante : après leur intervention, les agents de contrôle de l’inspection du travail n’ont le droit de vous communiquer que les éléments concernant votre situation personnelle. Si un courrier est adressé à l’entreprise à la suite du contrôle, celui-ci ne pourra pas vous être communiqué sauf si ce courrier ne concerne que votre cas particulier)*.

⮊ Il s’agit d’une situation que dénonce Sud Travail Affaires Sociales. Ainsi, les seules personnes lésées par la délinquance patronale sont les salariés. Ils devraient avoir accès à l’ensemble des observations qui sont faites à leur employeur.

**Je vous prie d’agréer, Madame, Monsieur, l’expression de mes salutations distinguées.**

<Signature>

*(Le cas échéant)*

**Conformément à l’article 15 de la convention OIT n°81, je vous demande de ne pas révéler mon nom à l’employeur.**